

## **Conflits internationaux : Tendances actuelles et capacités de prévision**

Dominique David

N°1 | septembre 2018

Une approche prospective des conflits internationaux doit prendre en compte plusieurs niveaux d'analyse. Les dynamiques globales du système international dessinent une géographie conflictuelle propre à notre temps, qui est elle-même redéfinie par un certain nombre de dynamiques régionales ou locales. Pour le plus long terme, on tiendra compte de trois éléments essentiels : le poids d'enjeux globaux (problématiques démographiques, course aux appropriations techniques, questions de santé et environnementales, diffusion des armes...) ; de possibles cristallisations idéologiques mettant à mal les sociétés politiques de modèle démocratique sur la pérennité desquelles nous appuyons partiellement notre analyse de la conflictualité internationale ; les développements techniques influant sur le recours à tel type de conflit, ou sur l'efficacité dans le conflit. Le monde des conflits représente à la fois l'unité et la diversité de la société internationale. Une approche prospective des conflits doit donc se situer à la fois à un niveau global et à celui des déclinaisons régionales qui l'interprètent et le concrétisent.

**Série Prospective**

# Conflits internationaux : Tendances actuelles et capacités de prévision

Dominique David

Septembre 2018

## L'auteur

Dominique DAVID, conseiller du président de l'Institut français des relations internationales (Ifri), a été directeur exécutif de l'Ifri de 2006 à 2015. Il est co-directeur du rapport *RAMSES* et rédacteur en chef de *Politique Etrangère*. Il a enseigné à l'Ecole spéciale militaire de Saint Cyr, ainsi que dans plusieurs universités et à Sciences-Po Paris. Il est membre du Conseil d'administration du Centre de Prospective Générale.

## Le Centre de prospective générale

Le Centre de prospective générale, créé le 6 janvier 2016, a pour objet, en séparant l'exercice prospectif de toute préoccupation opérationnelle, d'établir une vision de préférence globale de tout ou partie d'un domaine, vision de laquelle des réflexions et des exigences opérationnelles peuvent ensuite venir puiser.

Contact : [cpgcontact92@gmail.com](mailto:cpgcontact92@gmail.com)

## Citer ce document

Dominique David, *Conflits internationaux : Tendances actuelles et capacités de prévisions*, FMSH-Prospective-2018-1, septembre 2018.

© Fondation Maison des sciences de l'homme - 2018

Fondation Maison des sciences de l'homme  
54, boulevard Raspail  
75006 Paris - France

<http://www.fmsh.fr>

Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que leur auteur et ne reflètent pas nécessairement les positions institutionnelles de la Fondation MSH.

The views expressed in this paper are the author's own and do not necessarily reflect institutional positions from the Foundation MSH.

## Résumé

Une approche prospective des conflits internationaux doit prendre en compte plusieurs niveaux d'analyse. Les dynamiques globales du système international dessinent une géographie conflictuelle propre à notre temps, qui est elle-même redéfinie par un certain nombre de dynamiques régionales ou locales. Pour le plus long terme, on tiendra compte de trois éléments essentiels : le poids d'enjeux globaux (problématiques démographiques, course aux appropriations techniques, questions de santé et environnementales, diffusion des armes...) ; de possibles cristallisations idéologiques mettant à mal les sociétés politiques de modèle démocratique sur la pérennité desquelles nous appuyons partiellement notre analyse de la conflictualité internationale ; les développements techniques influant sur le recours à tel type de conflit, ou sur l'efficacité dans le conflit. Le monde des conflits représente à la fois l'unité et la diversité de la société internationale. Une approche prospective des conflits doit donc se situer à la fois à un niveau global et à celui des déclinaisons régionales qui l'interprètent et le concrétisent.

# Sommaire

<b>Quelques dynamiques globales de l'international</b>	<b>5</b>
Premier élément : la dialectique qui oppose, à l'échelle du monde, les dynamiques d'ouverture et de renfermement.	5
Deuxième élément déterminant pour le système conflictuel présent : un des facteurs régulateurs essentiels, la puissance, se trouve profondément modifié.	6
Le système apparaît donc particulièrement éclaté et peu gouverné.	6
<b>Quelle géographie conflictuelle ?</b>	<b>7</b>
<b>Logiques et formes conflictuelles</b>	<b>8</b>
<b>L'englobant géopolitique : enjeux et intérêts</b>	<b>9</b>
L'enjeu démographique.	9
Deuxième évolution concourant à dessiner le futur paysage conflictuel : la course à l'appropriation des ressources et des techniques.	9
La diffusion des armes.	10
Les problématiques de santé et de gouvernance scientifique.	10
Catastrophes naturelles et environnementales.	11
<b>Intérêts, passions, représentations</b>	<b>11</b>
<b>La dimension technique</b>	<b>12</b>
<b>Un triple diagnostic</b>	<b>12</b>
<b>Conclusion</b>	<b>13</b>

L'identification des grandes tendances actuelles du monde des conflits constitue la première étape d'une démarche de prospective. Une étape d'autant plus nécessaire que ce monde actuel des conflits exhibe une image brouillée, bien éloignée des simplifications qui s'imposaient aux esprits occidentaux dans l'immédiat après guerre froide.

Les conflits interétatiques sont certes en diminution, et les victimes dénombrées ne sont plus celles des « grandes guerres » : les empires opposés ne se partagent plus la planète, l'espace du droit s'est élargi, les enjeux traditionnels de contrôle géographique des territoires semblent (provisoirement ?) marginalisés. Mais le monde ne peut pas être décrit comme globalement en marche vers la « déconflictualisation », comme s'unifiant progressivement autour de valeurs communes qui bride-raient son agressivité, comme ne relevant plus que d'opérations de police internationale —comme on l'avait brièvement rêvé dans la foulée de la disparition de la rivalité Est-Ouest.

L'image qui s'impose à nous aujourd'hui est celle d'un monde où les « vraies guerres » sont moins nombreuses, comme leurs victimes, mais qui est traversé d'une multitude de conflits malaisément classables ; image d'une violence pérenne, diffuse et circulante. Cette image brouillée étant elle-même le reflet d'une réalité géostratégique très complexe.

## Quelques dynamiques globales de l'international

Pour tenter de saisir cette réalité, il faut en revenir à quelques facteurs explicatifs de base.

Trois éléments dominant aujourd'hui le système conflictuel international, c'est-à-dire les conditions dans lesquelles naissent les divers conflits, et la manière dont ils s'articulent.

**Premier élément : la dialectique qui oppose, à l'échelle du monde, les dynamiques d'ouverture et de renfermement.**

Le côté ouverture est bien connu : proclamation d'appartenance à un monde unique dessiné à la fois par les échanges de biens et par les échanges intellectuels ; domination d'un modèle quasi-unique de développement économique (contrairement à la compétition des « systèmes sociaux différents » d'avant-hier) ; reconnaissance, fût-elle purement verbale, de valeurs communes par les responsables politiques ; enfin, résumant le tout, un processus concret, technique et psychologique de globalisation : autrement dit la révolution des communications qui se développe depuis quatre décennies, et se traduit par la circulation des hommes, des biens, des idées et des capitaux. D'où le tableau d'un monde où s'affaiblissent les éléments de séparation et de conflit, un monde d'ouverture et d'affaiblissement des frontières.

A l'inverse, la dynamique de segmentation est tout aussi identifiable, et de plus en plus prégnante. Les ouvertures de la mondialisation affaiblissent les Etats, jusqu'ici pivots, références du système international ; l'Etat reste « souverain dans l'exceptionnel », mais le transnational s'impose au quotidien. Sans parler des crises des Etats postcoloniaux, qu'aggrave souvent la logique mondialiste. Affaiblissant les Etats, la globalisation segmente aussi les sociétés, l'ouverture imposée générant la tentation du repli sur soi, de la réduction identitaire. Dans des sociétés aussi solides que les démocraties occidentales développées, l'opposition entre perceptions des « gagnants » et des « perdants » de la mondialisation en vient à structurer centralement le débat politique.

Avec ce signe de retour à la division : sous les discours d'adhésion aux valeurs communes de l'humanité, de plus en plus d'interprétations particulières de ces valeurs s'affirment sans fard : qu'elles soient chinoises, asiatiques en général, arabes ou musulmanes, etc.

Ce monde est donc à la fois plus ouvert et plus divisé, avec des acteurs de plus en

plus nombreux à peser sur le système international, et un ordre qui peine à s'imposer.

Deuxième élément déterminant pour le système conflictuel présent : un des facteurs régulateurs essentiels, la puissance, se trouve profondément modifié.

Ceci, tout d'abord en raison d'une mutation globale des rapports de force. L'émergence économique largement déterminée par la mondialisation des échanges signe d'une certaine manière la fin de la domination occidentale, c'est-à-dire d'une prééminence multiséculaire dans les domaines économique, culturel, militaire, des nations développées traditionnelles. Une nouvelle hiérarchie des puissances s'ébauche, d'abord à partir de l'affirmation de la force économique, sans que cette nouvelle hiérarchie soit encore politiquement traduite et stabilisée, sans que nous connaissions son futur, le seul acquis étant que les anciennes puissances ne maîtrisent plus seules le jeu. Ces dernières sont donc toujours puissantes, plus que les autres, mais les perspectives d'avenir leur suggèrent quelque modestie, ou pour certaines de se rabattre sur les signes militaires d'une gloire qui les fuit (ce pourrait être dès aujourd'hui le cas de la Russie, demain celui des Etats-Unis).

Plus fondamentalement, c'est la puissance même qui est questionnée. Le monde n'est plus « tenu » par l'affirmation écrasante de puissances déterminantes. Même fortes, ces dernières sont vues comme relatives – c'est le cas des Etats-Unis depuis les aventures du début du siècle, et a fortiori celui des autres. Cette relativisation des puissances « centrales » dégage, par contrecoup, l'espace de jeu des autres. Au lieu d'un système pyramidal de la puissance, on se trouve face à un système plus plat, laissant à des acteurs plus nombreux des espaces de jeu élargis : puissances régionales, puissances « de niche » ou de spécialité, etc.

Aucun dispositif global ne régulant l'affaire, et les puissances traditionnelles ne s'imposant que relativement, le système devient à la fois plus plat et plus effervescent.

On ajoutera que, dans un ensemble qui ne connaît plus de régulation – imposée ou acceptée –, le rêve des « puissances *soft* », à l'image d'une Europe fondant son action commune internationale sur l'exemplarité démocratique, le rôle du droit, et la capacité financière, apparaît à nouveau décalé. Il l'était pendant la guerre froide, où la main était du côté des concentrations militaires, américaine ou soviétique. Il l'est à nouveau, après une courte période où l'adhésion aux « valeurs européennes » est apparue comme l'antichambre de l'accueil dans le monde de la puissance américaine. Face au retour des rapports de puissance, éclatés, mal maîtrisables, la « culture commune » européenne n'a pas grand' chose à dire en matière d'action internationale.

Le système apparaît donc particulièrement éclaté et peu gouverné.

Les acteurs qui ont pris sur l'international sont, outre les Etats, de plus en plus nombreux. Acteurs sub-étatiques gagnant en capacité à raison de la faiblesse de leur Etat. Acteurs transnationaux dopés par la globalisation (à l'exemple des GAFA)... Etc.

Les conflits, dans ce champ international, s'avèrent de moins en moins « enclavables », « contingentables », autrement dit contraints aux limites de leur aire de naissance. Les missiles, qui peuvent « exporter » les affrontements vers des acteurs non initialement touchés ; les médias, qui diffusent sans limite images et commentaires sur des conflits reculés qui eussent hier été ignorés ; les stratégies terroristes : trois exemples d'instruments qui donnent une dynamique jusqu'alors inconnue à la diffusion de conflits toujours d'abord locaux.

Quant aux « grandes puissances » qui, hier, étaient supposées jouer un rôle régulateur – au moins dans une logique de stabilité globale d'un système juste ou injuste... –, elles apparaissent aujourd'hui pour le moins incertaines dans un monde dont la maîtrise leur échappe largement. A des degrés et pour des raisons diverses, Chine, Russie, Etats-Unis, Europe se trouvent en phase de pleine redéfinition de leur posture, de leur rôle dans le monde. La Chine

parce que les arbitrages entre ses politiques internes, régionale et globale, ne sont pas encore clairs, en dépit d'une volonté de projection de puissance de plus en plus visible. La Russie, parce que son *come back* diplomatique spectaculaire ne nous dit pas grand chose sur ses véritables stratégies et sur les moyens qu'elle peut mobiliser, dans l'avenir proche, pour les mettre en œuvre. Les États-Unis, parce que le « pivot » décidé par Obama ne suffit pas à décrire une stratégie claire, et que les incohérences de Trump viennent s'agréger aux doutes préexistants sur la posture de Washington face aux affaires du monde. Enfin, l'Europe : parce que l'Union européenne n'a jamais paru aussi loin d'incarner, face aux autres, une politique correspondant à ses intérêts ; parce que les grands États qui en sont membres ne s'entendent pas sur ce que pourraient être leurs politiques étrangères, articulées entre elles et liées aux moyens de l'Union ; et que les Européens ne s'accordent pas plus sur ce que pourrait être leur nouveau rôle dans un monde où le leadership américain change de face.

Quant aux institutions internationales, aux ébauches de « gouvernance » globale mises en place ou développées depuis trente ans, elles peinent à convaincre. Ni les procédures (médiation, négociation, accords...), ni les institutions (planétaires, régionales ou spécialisées) n'ont convaincu qu'elles étaient à la hauteur des nouveaux défis. Les « anciennes » institutions (ONU, Otan...) ont été en réalité peu adaptées en trois décennies, et les nouvelles (OMC, TPI, G8, G20...) peinent à installer leur efficacité dans le paysage, ou sont même directement contestées. Le multilatéralisme, mot-clé de l'après-guerre froide, est en profonde crise, aggravée aujourd'hui par le mépris de l'Amérique trumpienne ; et sans doute cette crise, qui oblige à penser un nouveau multilatéralisme, scelle-t-elle la fin de l'après guerre froide.

Hyperpolaire, hétérogène, globalisé, anarchique (c'est-à-dire sans principe central de gouvernement) : ainsi apparaît le système international né à la fois de la fin de la guerre froide et des bouleversements induits par la globalisation.

## Quelle géographie conflictuelle ?

Dans ce monde, les conflits ne sont pas uniformément répartis, et une géographie grossière conduit à identifier :

- Un très vaste « ventre des crises », qui s'étend de l'Asie centrale à l'Afrique. Les crises y revêtent des formes et des gravités diverses –Caucase, Balkans, Levant, Maghreb/Machrek, Afrique subsaharienne. Un des caractères de cette zone est qu'elle ceinture un espace européen (Europe de l'Ouest et du Centre, Russie), auquel elle est intimement liée –liens historiques, économiques, démographiques...–, un espace européen qui, en dépit de son développement et de sa richesse, demeure géopolitiquement vide.
- Une Asie de l'Est qui se développe pour l'heure autour de ses stabilités étatiques (Chine, Japon, Corée, pays de l'Asean) : ce qui promet sans doute à la fois une hausse des rivalités et conflits interétatiques, et leur limitation – les guerres entre États sont devenues moins probables en raison de leurs coûts économique et humain.
- Une Asie du Sud incertaine, tant en raison du brûlot afghano-pakistanaï que du fait des incertitudes pesant sur le futur de l'Inde, bientôt première puissance démographique mondiale. Cette région pourrait aussi être le vecteur d'une nouvelle étape d'une dangereuse islamisation idéologique et politique.
- Un continent américain hors perspective de grands conflits, mais au destin peu clair : quel rôle mondial pour la puissance américaine, écartelée entre ses moyens encore écrasants (économiques, militaires, technologiques, culturels), et ses hésitations stratégiques ? Quelle liaison au monde pour une Amérique latine qui a cru pouvoir sortir dans les deux dernières décennies de son relatif isolement géopolitique et géoéconomique, mais n'y est guère parvenue ?

Dans cette géographie grossière, il apparaît que la zone la plus préoccupante est celle du « ventre de crise », sans que l'on puisse

exclure que les recompositions de la puissance en Asie débouchent sur de réels conflits, ni que la dégradation de la situation économique et politique dans certaines zones d'une Afrique très diverse aient des répercussions directes sur le Vieux Continent.

## Logiques et formes conflictuelles

Dans l'ensemble de ces zones géographiques, raisons et prétextes à conflit sont innombrables. On peut pourtant imaginer que les conflits à venir pourraient se développer suivant quatre logiques dominantes :

- Tout ce qui concerne *les revendications d'identité*. Ces dernières deviennent prééminentes avec la globalisation, et la crise qu'elle suggère d'une part de l'idée nationale, d'autre part de l'efficacité de l'Etat. L'aspiration à l'identité pouvant se traduire de manières très diverses : replis nationalistes, rétractions régionalistes, revendications ethniques, religieuses, etc.
- Tout ce qui touche au *contrôle de sociétés désaccordées*. On peut ici penser, par exemple, aux espaces africains où se mêlent oppositions internes et interventions extérieures régionales –ce qui rend particulièrement difficile la distinction conflits internes/guerres multiétatiques.
- Tout ce qui concerne la *redéfinition des espaces de puissance*. Du fait de l'émergence de puissances économiques nouvelles. Du fait de la dérégulation globale, qui donne à nombre de pays des espaces renouvelés de jeu régional. Du fait de la rétraction identitaire, qui valorise ici ou là l'affirmation étatique. On peut penser ici à la fois à l'affirmation de la puissance chinoise, à la rivalité irano-saoudienne, à l'affirmation turque, ou au *come back* diplomatique russe.
- Tout ce qui touche aux logiques d'*appropriation des ressources*. Il ne s'agit plus à proprement parler de revendications de frontières, mais de contrôle des richesses territoriales et maritimes. Ce contrôle étant de plus en plus suggéré par le rythme du développement économique, celui de la progression démographique, voire les

éventuels dommages environnementaux à venir.

Pour ce qui nous concerne –vieux Etats-Nations clausewitziens–, ces conflits, quant à leurs formes (qui déterminent les stratégies visant à les éviter ou à les gérer), se répartiront en trois grands types :

- *Les guerres interétatiques* : ce qui ne signifie pas que ces conflits reprendront les voies des grandes guerres du XX<sup>ème</sup> siècle, ni que la forme interétatique demeurera imperméable à toute autre forme. S'il faut réinstaller dans nos stratégies la catégorie de la guerre interétatique, on doit être conscient de ses mutations possibles. Elle a peu de chance de se développer entre très grandes puissances militaires ; elle usera de moyens nouveaux ; et se mêlera souvent à d'autres types de conflits –voir les affrontements actuels du Levant.
- *Les conflits asymétriques « imposés »* –périphériques géographiquement pour nous, mais qui s'imposeront à nos intérêts de sécurité. Ces conflits diffèrent des « guerres de choix » –dans lesquelles les puissances ont « choisi » de s'insérer, pour diverses raisons, depuis les années 90. Ces conflits asymétriques se caractériseront stratégiquement par deux éléments au moins : nous serons officiellement « le fort », mais l'asymétrie nous interdira de déployer notre force, de la rendre efficace, sinon sur des segments qui ne sont pas politiquement significatifs ; et, tout important qu'il soit, notre but de guerre y restera limité, alors que celui de notre adversaire sera, dans sa logique, « total ».
- *Les menaces directes sur notre territoire* : qu'il s'agisse d'actes directement terroristes, ou d'atteintes à distance sur notre organisation sociale (cyber, etc.). Il faut intégrer dans une vue prospective de ces menaces l'idée que, entre pays pour qui l'acte guerrier est devenu trop dangereux, « trop cher », la pression sans destruction devient un moyen d'action prioritaire.

Quant au présent, ou au court terme, la réalité est que nous sommes incapables de mesurer la probabilité et le poids de ces diverses

hypothèses. Nous ignorons quel type de guerre interétatique pourrait nous concerner, et sous quelle forme. Nous ignorons quels conflits asymétriques s'imposeront à nous en tant que conflits armés. Et nous ne savons pas de quel poids les attaques terroristes, par exemple, pèseront dans l'avenir sur nous : à un niveau de violence diffus et soutenable, ou à un niveau central en cas d'usage d'armes de destruction massive par exemple ? Ce que nous pouvons faire aujourd'hui au cœur de ces difficultés : reprendre les hypothèses géopolitiques de développement des conflits, suivre quelques développements techniques possibles, et imaginer un système de sécurité/défense le plus inclusif, ou englobant possible –sachant que les guerres menées ne sont jamais les guerres prévues.

## **L'englobant géopolitique : enjeux et intérêts**

On liste ci-après quelques hypothèses englobantes, relevant de la géopolitique ou de la géoéconomie, et définissant les cadres dans lesquels les intérêts des acteurs de l'international seront appelés à se développer, et donc les conflits à prospérer. Ces hypothèses devront être ultérieurement croisées avec le facteur « passionnel » (les représentations de chacun des acteurs), et avec les facteurs techniques (moyens de développer tel ou tel type d'affrontement).

### **L'enjeu démographique.**

Il est central pour les décennies à venir. En termes de gestion des « stocks » croissance brute de la population, inégale et avec une aire de préoccupation particulière : l'Afrique. Cet accroissement de population pose un problème alimentaire global (appropriation des terres agricoles, distribution des moyens techniques des « révolutions vertes », OGM, etc.), en même temps qu'un problème de gestion sociale. L'urbanisation galopante pose la question de la gestion d'ensembles urbains de taille inédite ; tandis que la littoralisation démographique s'oppose à une production et à une distribution harmonieuse des alimentations –entre autres difficultés.

En termes de « gestion des flux », on a cité la littoralisation, flux interne. Il faut également

relever l'accroissement (actuel et plus encore à venir) des déplacements massifs de populations Sud-Sud –en Afrique au premier chef–, qui annonce la déstabilisation de sociétés fragiles et de structures étatiques souvent artificielles. L'accroissement des migrations Sud-Nord est sans doute inévitable, à un degré ou à un autre, et on sait que l'Europe a toute chance de se trouver au premier rang pour accueillir ces migrations, compte tenu de sa proximité du continent africain. Or les sociétés d'Europe sont dans une position paradoxale : vieillissantes, elles ont besoin d'un apport de population extérieure ; et vieillissantes, elles se trouvent en mauvaise posture psychologique pour accueillir ces migrations –ce que démontrent assez les réactions de rejet face aux récents mouvements de populations venant du Levant. Ces flux, qui pourraient être aggravés à plus long terme par des catastrophes environnementales (brusques ou lentes comme la désertification), présentent donc, pour des raisons diverses, un caractère explosif tant pour les sociétés du Sud que pour les nôtres.

### **Deuxième évolution concourant à dessiner le futur paysage conflictuel : la course à l'appropriation des ressources et des techniques.**

On a déjà mentionné les ressources alimentaires. La question de l'accès aux ressources halieutiques se pose avec acuité depuis déjà plusieurs décennies –principalement en lien avec les variables urbaine et agricole. Les ressources énergétiques constituent un cas de réflexion récurrent, surtout en temps de croissance continue des économies émergentes, et surtout pour l'importateur majeur que constitue la Chine –sa stratégie de présence extérieure s'expliquant en grande part par ce facteur central. Intimement liée au problème des ressources énergétiques est la question de la liberté de circulation maritime. 85% des échanges commerciaux s'effectuant par mer, une interruption de cette circulation constituerait une atteinte majeure à la sécurité mondiale. Enfin, le problème de l'accès aux ressources technologiques se posera sans doute dans un proche avenir de manière insistante. Si le contrôle des savoirs techniques

est source de richesse et de puissance, l'accès à ces ressources risque de devenir plus contrôlé, dans la mesure du possible, par des acteurs soucieux de préserver leur richesse (grandes firmes), ou leur puissance (Etats). La question de l'accès à certaines technologies critiques pourrait donc devenir un enjeu conflictuel important.

### La diffusion des armes.

La question nucléaire est toujours ouverte. D'abord parce qu'entre Grands les processus de désarmement sont au point mort. Cet arrêt n'a pas jusqu'à présent provoqué de reprise sérieuse de la prolifération verticale, mais nul ne peut exclure, en fonction de l'évolution de tel régime (par exemple russe), la reprise d'une course dangereuse, en particulier par ses possibilités d'exportation. La prolifération horizontale reste une hypothèse plus sérieuse à moyen terme. Le cas iranien doit être suivi avec attention, en raison de sa capacité d'entraînement régional. Dans un autre registre, l'affaire nord-coréenne peut dégénérer en déstabilisation générale de la région, et l'instabilité potentielle du Pakistan est porteuse de danger. Le nucléaire n'est donc nullement sorti de l'actualité internationale, même s'il apparaît éloigné des préoccupations immédiates. La prolifération balistique est suivie avec attention comme directement liée à la prolifération nucléaire. Mais elle a sa dynamique et ses dangers propres, comme tend à le démontrer actuellement le cas iranien, Téhéran doublant sa domination politique régionale d'une domination militaire potentielle largement basée sur la menace balistique.

Quant aux récurrentes tentatives de régulation des transferts d'armements classiques, elles ont largement échoué ces dernières décennies, sous l'effet des commandes moyen-orientales, puis asiatiques, ainsi que des circulations non maîtrisées des armes de petit calibre. Couplées au développement des économies criminelles, ces dernières circulations constituent un élément conflictuel d'importance, en particulier au profit des entités non-étatiques.

Les « armes nouvelles » sont potentiellement multiples. Elles posent fondamentalement un problème de maîtrise. A cet égard,

les plus dangereuses sont sans doute, par leur potentiel de désorganisation, les armes cyber, dans leur double dimension : celle de la désorganisation concrète des services d'une société développée, et celle de la manipulation des esprits dans une société hyper-informationnelle (c'est-à-dire largement désinformable).

L'état de développement des sociétés riches influe sur la nature des moyens tactiques employés pour obtenir un résultat stratégique donné. Tel acteur pourra demain imaginer imposer sa volonté (but stratégique) sans infliger des destructions physiques hors de sa portée, en déstructurant une société : par la désorganisation de ses systèmes d'information, par l'utilisation d'armes de terreur à la portée d'acteurs mineurs (chimique, biologique), ou en détraquant les voies d'accès à des ressources vitales. Or ces moyens de pression, plus que de destruction, sont ou seront demain à disposition d'acteurs multiples et mineurs en taille.

### Les problématiques de santé et de gouvernance scientifique.

Disparues des enjeux internationaux depuis près d'un siècle, elles font leur retour, comme réalité et comme fantasme, avec l'accélération des échanges qui caractérise la globalisation.

Les quelques alertes de ces dernières décennies ne font peut-être que préfigurer la diffusion d'épidémies liée à l'intensification des échanges et à l'ouverture des frontières. La stabilité des systèmes sanitaires des pays du Sud pourrait être aisément mise en cause, avec des répercussions politiques hier déjà entrevues, en Afrique, au pire stade de la pandémie du Sida. Pourrait également être mis en cause le fonctionnement de nos propres systèmes de santé, qui se focalisent, en raison du vieillissement de nos populations, sur les dépenses liées aux maladies non transmissibles. Les conséquences conflictuelles s'évaluent ici en termes de renfermement des sociétés, de paniques les fragilisant, de fermeture des frontières, etc.

Ceci, sans préjudice de la possible transformation des savoirs biologiques en armes d'agression : la difficile maîtrise de ces

dernières garantit jusqu'à aujourd'hui contre leur utilisation. Mais la réglementation internationale sur la diffusion des savoirs en la matière n'a pas fait les progrès souhaitables. Il est urgent de s'interroger sur le rôle que la communauté scientifique internationale pourrait jouer dans l'émergence d'une gouvernance de ces risques sanitaires —comme elle l'a joué avant-hier pour contrôler et brider la diffusion des savoirs nucléaires.

### Catastrophes naturelles et environnementales.

De nature largement imprévisible, elles pourraient susciter, au Sud, l'effondrement partiel ou total de sociétés impliquant des déplacements de populations sous forme de migrations simples, ou de migrations agressives. La focalisation sur la thématique du réchauffement climatique —au demeurant réel— pourrait également déboucher sur des recompositions idéologiques aujourd'hui peu imaginables, mais qui pourraient s'avérer redoutables pour des systèmes politiques —y compris démocratiques— en crise institutionnelle, ou morale.

### Intérêts, passions, représentations

Ces perspectives indiquent simplement les thèmes à observer pour imaginer les conflits de l'avenir : selon toute vraisemblance, les conflits de demain, sous divers prétextes de court terme, s'inscriront dans la logique d'une ou plusieurs de ces grandes évolutions, parce que ces dernières mettent en cause les intérêts de fond des acteurs de la scène internationale. Mais au-delà des intérêts, le champ irrationnel le plus dangereux est celui des passions.

Ce champ est infini, mais dans la conjoncture actuelle deux lignes de fuite appellent l'analyse. La première est l'idée que pourraient émerger des cristallisations idéologiques nouvelles, susceptibles de redessiner, parallèlement ou au-delà des hiérarchies de puissance, les rapports internationaux. On peut imaginer un mixte identitarisme/culte de l'efficacité/autoritarisme, qui viendrait se substituer à des institutions démocratiques chancelantes, en affirmant son opposition à des systèmes actuels considérés comme soft, faibles, à la souveraineté

revendiquée comme relative, et à l'aspiration post-nationale. Des régimes approchant une telle logique entourent déjà les territoires européens : la dérive turque en constitue le visage le plus « civilisé ». Un échec grave, une dilution progressive de l'intégration européenne sans projet de substitution pourrait avoir pour effet de juxtaposer, à l'intérieur même de l'UE, des représentations antagoniques, multipliant les risques de conflits.

On citera évidemment les idéologies religieuses, dans leur rationalité anti-occidentaliste actuelle, ou demain, ailleurs, dans une rationalité anti-moderniste. Le « basculement » idéologique d'un grand Etat musulman pourrait s'avérer très dangereux pour son environnement proche, et au-delà : on peut penser au Pakistan, à l'Indonésie, ou même à l'Egypte —difficilement maîtrisables pour des raisons différentes.

Au-delà, on ne peut que s'interroger sur les représentations dominantes qui pourraient s'imposer dans des sociétés dont la seule colonne centrale est constituée d'un individualisme servi par l'efficacité technicienne. Tout système de représentation qui apparaîtrait incarner une unité contre la segmentation, et une dimension spirituelle contre un monde hyper-matériel et inégalitaire, pourrait ici faire vent : représentations écologistes, anti-techniciennes, retour aux traditions d'un passé rêvé, etc.

On ne peut non plus exclure que la technique aille plus vite que les reconstitutions idéologiques, et en arrive à dissoudre, au niveau du débat public ou du lien social, pour un temps au moins, certaines sociétés politiques : les conflits, dès lors infra-politiques, n'en seraient pas moins nombreux et dangereux.

En toute hypothèse, la déstabilisation concomitante de sociétés du sud de l'Europe, et de sociétés du Maghreb pourrait ébaucher un scénario très préoccupant.

## La dimension technique

Plus que jamais, l'articulation entre l'intérieur et l'extérieur doit structurer les réflexions sur les systèmes de sécurité. Non pas seulement parce que les acteurs menaçants circulent, interrogeant tantôt les forces d'intervention extérieures tantôt les forces de maintien de l'ordre intérieur. Mais parce que nous ne devons pas nous voir comme des citadelles assiégées par le mal : si les champs d'affrontement sont internes et externes, les risques de conflits le sont tout autant. C'est donc d'une pensée générale de l'avenir de la conflictualité dont nous avons besoin, bien au-delà de l'articulation évidente entre police, renseignement, et appareil militaire.

En tout état de cause, les conflits de demain poseront dans leur grande majorité la question du contrôle des espaces et des sociétés – ceux des adversaires, ou les nôtres. Nous rentrons peut-être à nouveau dans un temps où le volume des systèmes de défense importera plus que leur situation dans la course à la sophistication technologique. S'il s'agit de se confronter à un adversaire précis, identifié, localisé, aux objectifs imaginables, alors les armées occidentales – faites pour cela – mettront en œuvre leur supériorité. Elles risquent pourtant plus d'être confrontées à des conflits diffus, où le facteur humain jouera un rôle plus grand que le facteur technique.

Il n'en reste pas moins que certains développements techniques, au-delà de ce qui est désormais courant, doivent être observés avec précision.

Il semble raisonnable d'approfondir les directions suivantes :

- *Les techniques d'« incapacitation »* : elles seront sans doute privilégiées dans le cadre d'éventuels conflits interétatiques, car permettant d'éviter les affrontements coûteux en hommes. Il s'agira de rendre les systèmes d'organisation, de commandement, et de manœuvre sur le terrain, aveugles. On pense ici très évidemment au « cyber », ou à tout autre technique permettant de désorganiser la société civile dont le fonctionnement est nécessaire à l'efficacité du système militaire. Pour l'heure, la maîtrise et l'usage de telles techniques semble réservée aux Etats.

- *Les moyens biochimiques d'action sur les combattants* : hypothèse des combattants « augmentés ». L'usage des moyens chimiques pour modifier l'efficacité des intervenants sur le champ de bataille ou d'affrontement peut être le fait tant des armées régulières que de petits groupes de combattants. Il ne pourrait sans doute pas déterminer le résultat final d'un affrontement majeur, mais pourrait être décisif dans le cadre de conflits multiples et limités.
- *L'automatisation et le combat urbain*. Compte tenu de la croissance démographique et de la répartition géographique des populations dans les espaces en croissance (Afrique...), la maîtrise de villes de plus en plus ingérables a toutes chances de devenir un enjeu majeur. Les techniques permettant aux armées ou aux services de sécurité de contrôler ces villes, et en particulier les systèmes automatisés, sont donc appelés à jouer un rôle de plus en plus important.
- *La diffusion de technologies « légères »* permettant de contester localement la supériorité des armées organisées, et surtout de leur infliger des pertes limitées mais répétées, dans l'optique de les contraindre à se désengager. On pense ici aux exemples des IED, et des frappes par drones ou missiles légers.

## Un triple diagnostic

Le diagnostic peut se résumer autour de trois termes :

- *Eclatement* : bien que la scène internationale forme système par les croisements d'interdépendance, la multiplication des acteurs, et leur relative autonomie dans des espaces aux logiques spécifiques, décrivent un monde éclaté en régions et sous-régions très différentes. Le paradoxe est donc qu'avec l'image – et la réalité – d'un monde interconnecté et unique, nous nous trouvons à devoir appréhender une réalité très émiétée.
- *« Violentisation »* : le degré de violence des relations internationales contemporaines n'a pas rejoint les hystéries du siècle passé, mais au-delà des

espérances occidentales de la dernière décennie du XX<sup>ème</sup> siècle, on assiste à un retour aux logiques de rapports de forces, dans un monde qui redéfinit les conditions et les espaces de la puissance. On a donc à faire face à un monde où la violence est globalement moindre, mais peut-être plus diffuse, et diffusée.

- *Absence de maîtrise de ces violences.* A ce titre, les deux dernières décennies sont un échec, elles n'ont pas réussi à faire émerger de méthodes crédibles de gestion des formes contemporaines de violence. Les grands modèles (action multilatérale, diplomatie classique, aide au développement, soutien aux forces armées locales, défense du territoire, expéditions extérieures) ayant quelque mal à s'adapter à une réalité nouvelle et fluide.

## Conclusion

1/ Dans un monde tel qu'ici approché, la tentative d'imaginer les conflits à venir, et donc les moyens de les limiter ou d'éviter qu'ils ne nous menacent, suppose une double lecture : à la fois globale et régionale. Globale parce que quelques grandes logiques surdéterminent le système des conflits ; régionale parce que les formes, les dynamiques concrètes de ces conflits doivent presque tout aux héritages locaux (Caucase, Balkans, Asie du Sud, Afrique sub-saharienne...).

2/ Il n'en reste pas moins que l'approche régionale des problèmes et des formes conflictuelles (et donc le recours aux spécialistes de ces régions, particulièrement en Afrique, au Proche-Orient, ou en Asie) est essentielle, en un temps où la définition de la puissance se fait plus géographique, et moins planétaire. Ce qui est particulièrement vrai pour un pays comme la France.

3/ Au-delà de cette introduction générale, le travail à suivre devrait donc privilégier les études régionales, pour identifier les logiques de conflits qui pourraient s'y développer, et leurs formes imaginables. Si l'on veut maîtriser quelques méthodes pour s'orienter dans le monde des conflits futurs, il faut savoir décliner les vues générales en les appliquant aux espaces qui nous touchent. Prenons garde aux représentations

trop générales (hiérarchisations *ne varietur* des menaces, par exemple), qui risquent d'influer sur la situation générale sans procurer de méthode d'action efficace.

4/ De ces réflexions, il ressort qu'un pays démocratique et fort comme la France pourrait se trouver confronté à une situation que son héritage historique et sa culture de défense préparent mal à prendre en compte : autrement dit à une combinaison de menaces limitées susceptibles de produire une déstabilisation plus générale. On pourrait ici penser à la combinaison de dommages maîtrisés mais constants sur le territoire national (dans une logique terroriste planifiée, et visant à user la résistance morale du pays), d'une « fixation » extérieure dans des engagements limités mais sans sortie prévisible (usant les forces de défense), et d'une grave désorganisation interne du fonctionnement de la société civile (attaques cyber focalisées, etc.).

La seule chose dont nous pouvons être sûrs, c'est que nos forces de défense sont, comme à chaque époque, réglées sur les hypothèses émergées dans le passé, et que celles-ci ont fort peu de chances de se reproduire ; c'est donc la valeur d'adaptation –intellectuelle et organique–, qui doit être privilégiée./